

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/2/Add.51

12 avril 1999

(99-1449)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: espagnol

MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

Addendum

Communication du Costa Rica

Le gouvernement du Costa Rica a fait parvenir au Comité des obstacles techniques au commerce la communication ci-après au titre de l'article 15.2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

Conformément à l'article 15.2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, le gouvernement du Costa Rica a l'honneur d'informer le Comité des mesures qui sont en vigueur ou qui ont été prises pour assurer la mise en œuvre et l'administration dudit Accord.

1. Incorporation de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce de l'Organisation mondiale du commerce dans la législation nationale

En vertu de la Loi n° 7475, le Costa Rica a approuvé l'"Acte final reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay", ladite loi a été publiée au Journal officiel *La Gaceta* le 26 décembre 1994, date à laquelle elle est entrée en vigueur.

2. Mesures législatives, réglementaires et administratives qui sont en vigueur ou qui ont été prises pour assurer la mise en œuvre et l'administration de l'Accord

- Loi n° 7473. Loi portant mise en application des Accords du Cycle d'Uruguay. Publiée au Journal officiel *La Gaceta* n° 246 du 27 décembre 1994: en vertu de cette loi, il incombe au Ministère de l'économie, de l'industrie et du commerce et au Ministère de la santé, dans leurs domaines de compétence respectifs, de s'acquitter des obligations et d'exercer les droits en matière de normalisation technique et de métrologie visés dans l'Accord sur les obstacles techniques au commerce repris dans l'Acte final.
- Décret n° 24662 – MEIC-S-MAG-MIRENEM-MOPT-PLAN. Système national de qualité du 27 septembre 1995. Publié au Journal officiel *La Gaceta* n° 191 du 9 octobre 1995: par suite des obligations découlant de l'Accord, le gouvernement du Costa Rica a réorganisé, en vertu dudit décret, les responsabilités concernant les règlements techniques, les normes, les procédures d'évaluation de la conformité et la métrologie. Ledit décret porte création du Système national de qualité, qui est défini comme un ensemble d'activités interdépendantes mises en œuvre à l'échelle nationale, à savoir l'élaboration de normes techniques volontaires et de règlements techniques,

l'accréditation (agrément), les essais et le calibrage, la métrologie, la certification, l'inspection et le contrôle, et d'autres activités d'appui et de coordination. Le Système national de qualité est dirigé et coordonné par le Ministère de l'économie, de l'industrie et du commerce, dont relève la Commission nationale de la qualité. Cette commission est chargée de formuler des orientations, des principes directeurs et des recommandations concernant le Système national de qualité, lequel se subdivise en quatre sous-systèmes:

- a) le sous-système de normalisation;
- b) le sous-système des règlements techniques;
- c) le sous-système d'accréditation;
- d) le sous-système de métrologie.

Le décret précité définit l'organisation et le fonctionnement de chacun de ces sous-systèmes.

- Le Sous-système de normalisation: l'activité normative nationale dans les domaines autres que réglementaires est assurée par le service national de normalisation (ENN) qui sert de cadre aux activités des organismes publics et privés compétents dans les secteurs faisant l'objet d'une normalisation. Le décret définit les attributions et les objectifs de ce service, les principes qui régissent ses activités normatives au Costa Rica et les aspects organisationnels liés à la normalisation. Ce décret reconnaît l'Institut des normes techniques du Costa Rica (Instituto de Normas Técnicas de Costa Rica - INTECO) comme étant le service national de normalisation.
- Le Sous-système des règlements techniques: Le service national des règlements techniques a été mis sur pied pour administrer ce sous-système. Son Secrétariat technique est l'Office national de normalisation (ONNUM). Il est composé de représentants du Ministère de l'économie, de l'industrie et du commerce, du Ministère du commerce extérieur, du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, du Ministère de la santé, du Ministère des ressources naturelles, de l'énergie et des mines et du Ministère des travaux publics et des transports. Il a notamment pour fonctions d'examiner, pour approbation, les règlements techniques présentés par un ministère ou un organisme décentralisé habilités à élaborer des règlements techniques. Outre qu'il définit la structure et le fonctionnement du service national des règlements techniques et de son Secrétariat, le décret établit les procédures d'approbation et de publication des règlements techniques.
- Le Sous-système d'accréditation: Les activités d'accréditation des organismes de certification, des laboratoires de calibrage et des organismes d'inspection et de contrôle relèvent du service national d'accréditation (ENA). Ce service comprend une commission composée d'un représentant du service national de normalisation (ENN), d'un représentant du service national des règlements techniques, d'un représentant du service national de gestion métrologique, d'un représentant de chacun des différents organismes publics avec lesquels le service national d'accréditation négocie des accords de coopération et d'un certain nombre de particuliers expressément désignés et dont l'expertise scientifique et technique dans le domaine de la qualité est notoire. Le rôle du service national d'accréditation est de garantir et de renforcer la compétence technique et la fiabilité des organismes œuvrant dans le cadre du Système national de qualité. Le service national d'accréditation a notamment pour fonctions, d'assurer la disponibilité des services offerts par les différents organismes agréés œuvrant dans le cadre du Système national de qualité, de promouvoir l'amélioration des services offerts par ces organismes et d'encourager la coopération entre les différents organismes agréés. Le décret traite également des laboratoires d'essais et de calibrage, des organismes de certification et des organismes d'inspection et de contrôle.

- Le Sous-système de métrologie: le service national de gestion métrologique est l'Office national de normalisation. Il a pour fonctions de mettre à disposition les étalons permettant d'assurer le calibrage et les mesures en matière de métrologie légale et de métrologie industrielle. Le décret spécifie les attributions et les objectifs du service national de gestion métrologique, les activités de gestion métrologique et les aspects organisationnels se rapportant à ce domaine.

3. Autres textes législatifs nationaux complémentaires

- Loi n° 5292 du 9 août 1973 - "Système international des unités" (publiée au Journal officiel *La Gaceta* n° 161 du 29 août 1973): Cette loi rend obligatoire l'utilisation du Système international des unités et des mesures et désigne l'Office national de normalisation comme étant l'organisme chargé de l'application de ladite loi.
- Décret exécutif n° 4124-MEIC du 16 septembre 1974 - "Règlement d'application de la Loi relative au Système international des unités" (publié au Journal officiel *La Gaceta* n° 181 du 25 septembre 1974).
- Décret exécutif n° 3892-MEIC du 18 juin 1974 - "Fonctions de l'Office national de normalisation" (publié au Journal officiel *La Gaceta* du 18 juin 1974): ce texte énonce les fonctions de l'Office national de normalisation qui ont été modifiées en vertu du Décret relatif au Système national de qualité et du Règlement d'application de la Loi organique du Ministère de l'économie. À l'heure actuelle, l'Office national de normalisation a pour fonctions d'assurer le Secrétariat technique du service national des règlements techniques et d'agir en tant que service national de gestion métrologique, conformément aux dispositions du Décret relatif au Système national de qualité.
- Règlement d'application de la Loi organique du Ministère de l'économie, de l'industrie et du commerce (publié au Journal officiel *La Gaceta* n° 229 du 1^{er} décembre 1995): ce texte assigne à l'Office national de normalisation certaines fonctions dans le domaine de la métrologie chimique et légale aux fins de la protection du consommateur.
- Décret exécutif n° 19029-MEIC du 7 juin 1989, NCR 01:1989 - "Réglementation costaricienne concernant l'élaboration et la présentation de normes nationales" (publié au Journal officiel *La Gaceta* n° 114 du 15 juin 1989): ce décret énonce les règles régissant la façon dont les normes et règlements techniques nationaux doivent être élaborés, structurés et présentés. Ces règles nationales sont conformes au Guide ISO pour la présentation des normes internationales et des rapports techniques.
- Décret exécutif n° 23355-MEIC du 18 mai 1994 - "Règlement NCR 26:1994, métrologie. Système international des unités (SI). Unités de mesure légales. CDU. 53.081:003.62" (publié au Journal officiel *La Gaceta* du 10 mars 1994): ce texte définit les unités de mesure légales et en indique l'utilisation.
- Décret exécutif n° 22970-MEIC du 20 février 1994 - "Reconnaissance de l'Institut des normes techniques du Costa Rica (INTECO) en tant qu'organisme de normalisation volontaire" (publié au Journal officiel *La Gaceta* n° 49 du 10 mars 1994): l'Institut des normes techniques du Costa Rica est reconnu officiellement comme étant l'organisme à activité normative du Costa Rica. Cette reconnaissance a été confirmée par le Décret n° 24662 relatif au Système national de qualité.

- Décret n° 22263 MEIC du 3 juin 1993 - approbation de la norme NCR EN 45020:1993. Termes généraux et leurs définitions concernant la normalisation et les activités connexes. CDU 006.621.3:001.4 (publié au Journal officiel *La Gaceta* n° 129 du 8 juillet 1993): ce texte contient la terminologie correcte pour interpréter convenablement les règles applicables à l'évaluation, à l'accréditation et au fonctionnement des organismes de certification et des laboratoires d'analyses.
- Décret n° 22269-MEIC du 7 juin 1993 portant homologation des normes suivantes: EN 45001:1993 - critères généraux pour le fonctionnement des laboratoires d'essais; EN 45002:1993 - critères généraux pour l'évaluation des laboratoires d'essais; et EN 45003:1993 - critères généraux pour les organismes d'accréditation des laboratoires (publié dans le Supplément n° 28 du Journal officiel *La Gaceta* n° 134 du 15 juillet 1993).
- Décret n° 22270-MEIC portant homologation des normes suivantes: EN 45011 - critères généraux concernant les organismes de certification procédant à la certification de produits; EN 45013 - critères généraux concernant les organismes de certification procédant à la certification de personnel; et EN 45014 - critères généraux pour la déclaration de conformité des fournisseurs (publié dans le Supplément n° 28 du Journal officiel *La Gaceta* n° 134 du 15 juillet 1993).

4. Autres aspects pertinents concernant la mise en œuvre et l'administration de l'Accord

4.1 Titres des publications. La mise à l'étude de projets de règlements techniques ou de procédures d'évaluation de la conformité est annoncée par un avis publié au Journal officiel, *La Gaceta*. Les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité y sont également publiés. Ce texte est conforme au titre des paragraphes 9.1 et 11 de l'article 2, au paragraphe 1 de l'article 3 (en relation avec les paragraphes 9.1 et 11 de l'article 2), aux paragraphes 6.1 et 8 de l'article 5, au paragraphe 1 de l'article 8 et au paragraphe 2 de l'article 9 (en relation avec les paragraphes 6.1 et 8 de l'article 5).

4.2 Pour satisfaire aux prescriptions du paragraphe J de l'annexe 3, on utilise le Journal officiel de l'INTECO, intitulé "Calidad y Normas". Pour respecter les dispositions du paragraphe L de l'annexe 3, on utilise soit le bulletin officiel de l'INTECO, intitulé "INTECO AL DIA", soit la revue officielle de l'INTECO, intitulée "Calidad y Normas", soit le Journal officiel, *La Gaceta*. En conformité avec le paragraphe O de l'annexe 3, les normes sont publiées dans le Catalogue des normes nationales de l'INTECO, que les utilisateurs et les personnes intéressées peuvent consulter au Centre de documentation de l'INTECO.

4.3 Délais pour la présentation d'observations: un délai de 60 jours est ménagé pour la présentation écrite d'observations sur les règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité, conformément aux paragraphes 9.4 et 10.3 de l'article 2, au paragraphe 1 de l'article 3 (en relation avec les paragraphes 9.4 et 10.3 de l'article 2); au paragraphe 1 de l'article 3 (en relation avec les paragraphes 9.4 et 10.3 de l'article 5); au paragraphe 1 de l'article 8 et au paragraphe 2 de l'article 9 (en relation avec les paragraphes 6.4 et 7.3 de l'article 5); et au paragraphe L de l'annexe 3 de l'Accord.

4.4 Nom du (des) point(s) d'information prévu(s) à l'article 10.1 et 10.3 de l'Accord:

Oficina Nacional de Normas y Unidades de Medida
Ministerio de Economía, Industria y Comercio
Apartado Postal 1736-2050
San Pedro de Montes de Oca

Téléphone: (506) 2836580
Télécopie: (506) 2835133
Courrier électronique: metrolog@cnp.go.cr

4.5 Organisme chargé de la mise en œuvre des dispositions relatives aux procédures de notification au titre de l'article 10.10 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce:

Dirección de Negociaciones Comerciales Internacionales
Ministerio de Comercio Exterior
Apartado Postal 96 2050
San José

Téléphone: (506) 2567111
Télécopie: (506) 2553281
Courrier électronique: info@comex.go.cr

4.6 Mesures et arrangements visant à faire en sorte que les autorités nationales et infranationales, lorsqu'elles élaborent de nouveaux règlements techniques ou de nouvelles procédures d'évaluation de la conformité, ou lorsqu'elles modifient ceux-ci de façon substantielle, fournissent des informations sur leurs propositions assez tôt pour permettre au Membre concerné de remplir les obligations qui lui incombent au titre des paragraphes 9 et 10 de l'article 2, du paragraphe 2 de l'article 3, des paragraphes 6 et 7 de l'article 5 et du paragraphe 2 de l'article 7 de l'Accord. Le Décret n° 24662 – MEIC-S-MAG-MIRENEM-MOPT-PLAN portant création du Système national de qualité énonce des dispositions spécifiques pour remplir ces obligations. Ce décret définit clairement la procédure à suivre par tout organisme public pour qu'un règlement technique puisse être approuvé et publié dans le pays.

4.7 L'Institut des normes techniques du Costa Rica (INTECO) a approuvé, le 19 décembre 1997 (document G/TBT/CS/N/88) le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes (annexe 3) de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.
